

ARRESTATION DES AUTEURS DE L'ASSASSINAT DU GREFFIER DE JUSTICE

DE LA COUR DE MOSTAGANEM

La victime et ses assassins étaient des amis

La cellule de communication relevant de la Sûreté de wilaya a annoncé lundi dernier dans l'après-midi l'arrestation d'au moins 12 personnes suspectées d'être impliquées dans l'assassinat du greffier de justice de la cour de Mostaganem.

Au moins 12 individus ont au total été arrêtés depuis le début des investigations menées avec célérité par la police judiciaire. Le mobile ne serait que le vol de la voiture de la victime. Selon la source sécuritaire, tout a commencé dans la soirée du 14 mai à partir de 20h lorsque, Mekherbech Mustafa, le greffier de justice avait rendez-vous avec ses deux amis A. A., 20 ans et K. H. H., 25 ans à Mostaganem. Le trio d'amis s'est rendu ensuite dans une zone rocheuse à la plage de Stidia, dont les deux jeunes hommes sont issus, à bord de la voiture de la victime de marque Peugeot 206. La victime était loin de soupçonner qu'il allait être la cible d'un véritable guet-apens tendu par ses deux amis. Ainsi, ils n'ont pas hésité à lui porter deux coups de couteau aux genoux et un autre dans le dos puis lui ont lié les pieds et les mains pour le mettre dans le coffre de la voiture avec l'intention de l'abandonner dans un endroit boisé près de la plage de Sidi Mansour.

Arrivés devant un talus, les deux compagnons, en ouvrant le coffre, s'aperçoivent que le corps du malheureux était toujours vivant. En plus il se débattait pour se libérer de ses nœuds. Et c'est ainsi que les deux complices de ce meurtre décidèrent de lui porter d'autres coups de couteau dans le dos, l'épaule et sur le front et le laisser pour mort. Ils prendront la fuite en direction de Stidia. Trois jours plus tard, les deux meurtriers avec la complicité d'autres complices des localités de Stidia, Aïn Nouissy, Relizane et Mostaganem comptaient vendre la voiture en dehors de la wilaya. Ils contactèrent B. A., 26 ans, un receleur notoire de la ville d'Oran spécialisé dans ce genre de

négoce des voitures volées. Un arrangement est réalisé pour la vente dudit véhicule à 18 millions de centimes mais le receleur sans pour autant payer les acolytes de la somme négociée prit le volant du véhicule et disparut sur la voie express. Arrivé à Oran, B. A. qui circulait à bord de cette voiture volée roulait trop vite et a perdu le contrôle pour percuter un piéton et finir sa course contre un mur. Agissant suite à un appel d'urgence faisant état d'un accident de voiture, les services de sécurité d'Oran se sont déplacés immédiatement sur les lieux et à leur arrivée malgré ses blessures, le receleur courut comme un lapin dans les rues des quartiers de la ville mais il

est vite rattrapé et arrêté. C'est l'immatriculation de la voiture volée qui était recherchée par toutes les polices du territoire qui a permis aux enquêteurs de découvrir les tenants et aboutissants de cette affaire. Le procureur a ordonné la mise sous mandat de dépôt de six personnes, les deux meurtriers, le receleur et trois autres complices pour non-dénonciation de meurtre tandis que le reste, mouillé dans cette affaire a bénéficié d'une citation directe ou cité comme témoin lors de l'instruction et du procès. Une autre personne âgée de 35 ans mise en cause dans cette affaire est en fuite.

A. B.

HÔPITAL DE CANASTEL (ORAN)

Le service de chirurgie cardiaque est en sous-effectif

Depuis deux semaines, c'est le désarroi et même la panique chez les centaines de parents d'enfants souffrant de pathologie cardiaque, suite à des rumeurs persistantes faisant état de la fermeture du service de chirurgie cardiaque de l'Etablissement hospitalier spécialisé en pédiatrie de Canastel (Oran), et ce, en raison du départ de l'unique pédiatre de ce service, ouvert depuis près de deux ans, mais qui n'assure que le volet cardiologie médicale. Un arrêt qui met en danger la vie de centaines d'enfants qui affluent vers ce service en provenance de toutes les wilayas de l'Ouest. L'on dénombre six décès durant le mois de mars. Face à cette rumeur persistante, le directeur de l'EHS de pédiatrie de Canastel a tenu hier, à apporter bon nombre de précisions. «Le service de chirurgie cardiaque n'est pas à l'arrêt, sauf que l'unique pédiatre y exerçant est en congé scientifique depuis deux semaines».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Une question légitime s'impose : comment se fait-il qu'un service d'une telle importance ne compte qu'un seul pédiatre ? Et en son absence, les consultations sont compromises, entraînant des risques majeurs pour la vie des enfants souffrant de pathologie cardiaque. Le directeur de l'EHS Canastel, M. Boumediène s'explique «les consultations sont assurées par un médecin réanimateur, mais les patients habitués au pédiatre repartent parfois en constatant son absence». Et de reconnaître, «oui, au niveau de ce service, nous sommes en sous-effectif. Depuis ma

prise de fonction au mois de janvier passé, j'ai fait ce diagnostic : nous avons un service chirurgical cardiaque de santé publique qui fonctionne avec deux chirurgiens de santé publique, un médecin réanimateur, et un pédiatre, bien sûr avec une équipe paramédicale. D'emblée dès le mois de janvier, nous avons conclu que cette équipe-là ne peut pas mener une mission complète sans risque». L'on saura qu'en réaction à cet état de fait inquiétant, le directeur de l'EHS Canastel a adressé une lettre datée du 10 mars 2014 à l'attention du ministère de la Santé pour demander un renfort en matière d'effectif, par 4 médecins réani-

mateurs et deux pédiatres. Au jour d'aujourd'hui il n'y a pas eu d'apport supplémentaire, fera savoir le directeur. Une fois encore, nul ne saurait expliquer les véritables raisons d'un tel retard dans la mise à niveau de la structure de ce service devant assurer l'acte chirurgical, puisque deux ans après son ouverture seules les consultations et autres orientations à l'extérieur pour des opérations chirurgicales sont assurées. La structure du bloc opératoire était à l'état vieillot depuis sa construction en 1998. Il aura fallu attendre l'arrivée de ce nouveau directeur, qui face à la pression du nombre de malades, mais surtout du nombre de décès d'enfants faute de prise en charge sur le plan chirurgical, a entamé dès le mois de janvier ce qu'il appelle un diagnostic de l'état de la structure. «Le constat a révélé que les plateaux techniques avec sa salle opératoire n'étaient pas prêts, le service de chirurgie cardiaque de Canastel est un aménagement, il n'a pas été conçu dès le début de sa construction à cet effet», confie-t-il. C'est alors que des travaux ont été entamés depuis le mois de mars et dont la réception est prévue début juin. Conclusion, les malades, les enfants et les bébés, devront encore patienter, le

temps que se termine, la mise à niveau de la structure avec sa salle opératoire, la réception de la commande des derniers équipements, ainsi que celle des consommables, sans oublier la formation des spécialistes et enfin que le ministère de la Santé réponde favorablement à la demande de renforcement de l'équipe chirurgicale. Toutefois, le directeur de l'EHS se veut rassurant, «les premières opérations se feront à partir du mois de juin, mais seulement quelques-unes, en attendant d'en réaliser davantage d'ici la rentrée sociale». Donc un lancement timide des opérations chirurgicales, ce qui est logique et que ce service qui va pratiquer la chirurgie cardiaque sur des enfants se réduit à deux chirurgiens, un pédiatre et un réanimateur, sachant que ce service a une capacité de 20 lits et reçoit chaque jour entre 15 et 20 malades. Seule l'attente et les prières pour que des cœurs fragilisés par la maladie puissent résister, en attendant le renforcement de l'équipe médicale de ce service de chirurgie cardiaque, mais également son fonctionnement effectif en matière d'opération chirurgicale.

A. B.

AÏN-TÉMOUCHENT

Incendie dans un stock de saisie à Hammam Bou-Hadjar

Un grave incendie s'est déclaré dans la nuit de mardi à mercredi,aux environs de minuit, dans un stock de saisie dans la ville de Hammam Bou-Hadjar.Selon des informations concordantes, l'incendie dont on ignore l'origine, s'est déclaré dans l'enceinte de l'ex-Souk el Fellah de la cité des thermes, un lieu consacré à stocker les marchandises provenant de la saisie.

Le sinistre qui a duré plusieurs heures, a causé l'effondrement d'un toit et calciné une quantité de sel et quelques planches de bois du toit de cette enceinte. Une peur bleue a gagné tous les membres des deux familles qui habitent à l'étage supérieur de cette enceinte, et il a fallu le concours des agents de la Protection civile des villes de Hammam Bou-Hadjar et de Aïn-El-Arba pour circonscrire cet incendie aux premières heures de la journée d'hier.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents pour déterminer les causes et circonstances de cet incendie.

S. B.

ORAN : VISITE DE TRAVAIL DU GÉNÉRAL MAJOR EL HAMEL

«La fiche de police sera supprimée dans le port et l'aéroport d'Oran d'ici la fin du mois»

En visite d'inspection dans la wilaya d'Oran, le général major, Abdelghani El Hamel, a procédé ce mercredi à l'inauguration de plusieurs projets relevant de son secteur. L'occasion pour le patron de la DGSN d'aborder quelques points avec la presse, notamment concernant la suppression de la fiche de police au niveau de l'aéroport et du port d'Oran qui prendra effet d'ici la fin du mois en cours. S'agissant du siège d'Afripol, l'on saura qu'il

sera implanté en Algérie, toutefois, aucune décision n'a encore été prise quant à la wilaya qui sera choisie à cet effet. Durant sa visite de travail, le DGSN a fait savoir que pour la wilaya d'Oran la couverture sécuritaire est de 76% et compte un policier pour 317 citoyens. C'était une occasion pour exprimer toute sa satisfaction quant au travail effectué par la Sûreté de wilaya d'Oran. Tout en faisant remarquer que «c'est la petite criminalité qui induit un sentiment d'insé-

curité auprès des citoyens». Abordant la question des migrants africains, le général major a tenu à préciser «pour l'heure, il n'y a aucune poursuite judiciaire contre l'émigration illégale ou irrégulière. Ce sont des instructions qui émanent du sommet de l'Etat. Nous sommes obligés de prendre en considération les conditions régionales et la situation géopolitique qui prévaut au niveau de certaines régions ».

Amel Bentolba